

Webinaire

COMBLER LES LACUNES ET RELEVER LES DEFIS DANS LES PAYS A REVENU INTERMEDIAIRE DE L'AFRIQUE

28 Novembre 2023

Note Conceptuelle

I. CONTEXTE

Les pays à revenu intermédiaire (PRI) de l'Afrique forment un groupe diversifié, mais ils sont confrontés à des défis communs entre eux et avec les PRI d'autres régions dans leur effort pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD) et améliorer les conditions de vie de leurs populations¹. En 2023, 29 des 54 pays africains étaient classés comme PRI, dont seulement 7 dans la catégorie des revenus intermédiaires supérieurs. Depuis le début des années 2000, les PRI actuels ont apporté une contribution significative au progrès économique et social du continent et ont fait preuve de résilience face à des crises en cascade. Cependant, à mi-chemin de l'année 2030, la plupart des PRI peinent à atteindre les ODD, y compris l'ODD 1, l'éradication de la pauvreté. En 2022, 40 % de la population extrêmement pauvre de l'Afrique (près de 200 millions de personnes) résidait dans ses PRI. À l'échelle mondiale, plus d'un tiers (282 millions) des personnes touchées par la faim se trouvaient en Afrique.

Le piège du revenu intermédiaire (PRI) est un défi majeur pour les PRI africains, tout comme pour les PRI d'autres régions. Depuis la crise financière mondiale, un seul pays africain (les Seychelles) a atteint le statut de revenu élevé, tandis que deux (la Guinée équatoriale et Maurice) ont régressé. Avec l'Union africaine obtenant un siège au G20, le moment est venu de faire du PRI une priorité pour les décideurs africains. Pour échapper au piège, il faudra saisir les opportunités offertes par la 4e révolution industrielle grâce à l'innovation, à l'investissement dans le capital humain et à la transition vers de nouveaux secteurs. De plus, dans le contexte mondial actuel où la viabilité de la planète est menacée, la transition vers une économie verte est également cruciale. Une condition préalable essentielle est donc le développement du capital humain et la diffusion de nouvelles technologies pour soutenir de nouveaux secteurs susceptibles de favoriser une croissance résiliente au climat. Atteindre cet objectif dépendra de l'accès adéquat des PRI à un financement abordable.

L'équité et l'ampleur des flux de financements concessionnels vers les PRI africains ont fait l'objet de grands débats au niveau de la politique internationale. Les PRI africains se trouvent dans une double impasse : compte tenu de leur statut de revenu intermédiaire actuel relativement élevé, ils doivent effectuer des investissements importants pour le maintenir, en particulier en raison du risque de revenu à la baisse induit par le changement climatique. Ces investissements sont nécessaires pour prévenir les futures baisses des niveaux de revenu des

¹ Selon les estimations de la Banque mondiale du revenu national brut par habitant, le groupe des PRI comprend des économies à revenu intermédiaire inférieur (1 136 \$ - 4 465 \$) et des économies à revenu intermédiaire supérieur (4 465 \$ - 13 846 \$).

PRI résultant des énormes et négatifs impacts du changement climatique (le "Global Public Bad"), auxquels ils ont contribué de manière marginale. Malgré ce déséquilibre flagrant, l'accès des PRI aux investissements résistants au climat est limité par le manque de financement concessionnel en raison de leur étiquette de revenu intermédiaire. En d'autres termes, sans modifications des conditions de qualification pour le financement concessionnel, les PRI risquent d'être pénalisés pour leur succès en matière de développement jusqu'à présent.

Le fardeau de la dette publique élevée dans les PRI africains doit être abordé pour que les pays disposent de fonds suffisants pour investir dans le capital humain et physique et atteindre les ODD. De nombreux PRI africains ont connu une série de chocs majeurs, et bien que certains d'entre eux se soient partiellement redressés, les niveaux de dette et les coûts de remboursement de la dette ont considérablement augmenté. Dans le même temps, les besoins croissants de financement pour les investissements dans de nouveaux secteurs, la lutte contre le changement climatique et d'autres priorités de développement (prévention des pandémies) exercent une pression supplémentaire sur l'espace fiscal limité de nombreux PRI africains. Au milieu de la crise mondiale complexe, il y a un rôle renouvelé pour le financement concessionnel à grande échelle aux côtés du financement privé des transformations structurelles dont les PRI ont besoin pour échapper au piège du revenu intermédiaire (MIT) et verdir leurs économies. De plus, tout effort de réduction de la dette devrait être lié aux objectifs de développement et aux engagements climatiques.

Dans ce contexte, le Bureau sous-régional de la CEA pour l'Afrique du Nord organisera, en coopération avec le ministère des Affaires étrangères du Maroc et d'autres organisations, un webinaire sur le thème

“Comblers les lacunes et relever les défis dans les pays à revenu intermédiaire de l'Afrique”.

II. Objectifs

Parmi la multitude de défis auxquels sont confrontés les PRI, le webinaire se concentrera sur deux domaines distincts mais interconnectés : (i) le renforcement du capital humain et (ii) la résolution des problèmes de la dette. Le webinaire sera l'occasion pour les décideurs, les praticiens et les universitaires d'échanger des expériences, des points de vue et d'éclairer les questions suivantes:

Sur le premier sujet, le renforcement du capital humain, la discussion portera sur:

- La pénurie de capital humain est l'un des principaux déterminants du piège du revenu intermédiaire. Quelles améliorations du capital humain les pays africains doivent-ils apporter pour soutenir le développement de nouveaux secteurs essentiels à une transformation structurelle durable ?
- Quelles opportunités d'emploi les économies africaines doivent-elles créer pour correspondre au niveau d'éducation de la main-d'œuvre et éviter la fuite des cerveaux (et la perte de capital humain) ?
- Comment les systèmes éducatifs des pays s'adaptent-ils à la 4e révolution industrielle pour garantir que la main-d'œuvre dispose des compétences nécessaires pour saisir les opportunités qu'offre la 4IR ? Quelles sont les meilleures pratiques sur le continent et dans d'autres régions ?
- Comment peut-on mesurer et résoudre le fossé des compétences numériques ?

Sur le deuxième sujet, la résolution des problèmes de la dette, la discussion portera sur:

- AAu milieu de la dette publique massive à l'échelle mondiale, comment devrait-on distribuer les ressources de financement concessionnel limitées entre les différents pays en développement, y compris les PRI ? Comment les problèmes de la dette des PRI africains devraient-ils être abordés, et comment éviter les crises de la dette imminentes ?
- Selon les prévisions du FMI, les perspectives de croissance du revenu par habitant des PRI se sont assombries, ce qui implique que sortir de l'endettement sera de plus en plus difficile. Comment les décideurs peuvent-ils soutenir une croissance inclusive et durable ?
- Comment le Cadre commun du G20 devrait-il être restructuré pour devenir plus courant, moins politique et davantage fondé sur des règles, et englober les besoins des PRI ? Quelles autres initiatives de réduction de la dette sont nécessaires ?
- Comment les partenariats régionaux entre les PRI africains et les partenaires internationaux peuvent-ils contribuer à atténuer les contraintes de liquidité et à réduire le fardeau de la dette publique ?

III. Informations organisationnelles

Public cible : Le webinaire s'adresse aux décideurs, aux praticiens et aux universitaires

Format de l'événement: En ligne (le lien Zoom sera fourni avant l'événement)

Date et heure: Mardi 28 novembre 2023 à 14h00, heure de Rabat (GMT+1)

Langues: Les discussions seront traduites simultanément en anglais, en français et en arabe

Contact: Houda Filali-Ansary, Chargée de communication, CEA Afrique du Nord:

E-mail: filali-ansary@un.org